

**6EME CONGRES DE LA FNME-CGT
9 AU 14 AVRIL 2017 - NANTES**

Rapport d'ouverture présenté par Virginie GENSEL IMBRECHT

Un bonjour chaleureux à toutes et à tous,

C'est avec beaucoup d'émotion que j'ouvre notre 6^{ème} congrès à Nantes. Je tiens particulièrement à vous remercier de votre engagement, notamment dans les forums préparatoires, pour créer, cette semaine, toutes les conditions de bons et fructueux travaux. Ensemble nous allons réfléchir, échanger, prendre des décisions, élire une nouvelle Direction Fédérale.

Nos syndicats de Pays de Loire n'ont pas mesuré leurs efforts dans une actualité chargée pour assurer la réussite de ce congrès. En votre nom, je les remercie vivement.

Moment d'échange, de fraternité, de meilleure compréhension des enjeux à l'échelle de la Fédération toute entière, de l'Europe et du Monde, un congrès, c'est important dans la vie de la CGT, comme pour chacun-e de ses participants.

J'insiste sur le fait que notre congrès est celui de toute notre Fédération, celui des syndiqués des Mines, du Secteur Energie Atomique, des Industries Electriques et Gazières, qu'elles et qu'ils soient, de toutes catégories, sous statut, ou au droit commun, dans la sous-traitance, comme de tous les retraité-e-s.

Notre congrès se déroule dans un contexte à la fois particulier et inhabituel car reposant sur une dynamique inédite des luttes dans nos secteurs.

Tout d'abord, je salue ici la grandeur, la ténacité, du mouvement de nos amis guyanais. Nous leur apportons notre total soutien.

Les manœuvres pour désamorcer le conflit sont nombreuses.

Initialement lancée par les travailleurs d'EDF à l'initiative de l'UTG CGT et de son syndicat de l'éclairage, la Guyane est dans une grève générale illimitée. Insécurité sociale, manque d'investissements, manque d'emplois, les Guyanais réclament légitimement un véritable plan de développement. Aujourd'hui le gouvernement n'apporte toujours pas les bonnes réponses : 1 milliard d'euros sur 10 ans quand le collectif de lutte en demande a minima 2 milliards et demi.

Dans nos secteurs, de nombreuses journées de mobilisation en 2016. Depuis janvier, une amplification avec les « mardis de la colère », mais aussi avec des actions multiformes quotidiennes, et dans de nombreuses entreprises du secteur de l'énergie, parfois en intersyndicale.

Plus de 500 actions menées depuis le début de l'année, pour certaines des initiatives nouvelles avec reprise en main de l'outil de travail. Plus de 12 journées de mobilisation avec des salarié-e-s massivement en grève à notre appel et des retraité-e-s, dont 4 en intersyndicale.

Et concernant la centrale nucléaire de Fessenheim, la mobilisation des salarié-e-s n'a pas permis au Conseil d'Administration d'EDF, réuni le 6 avril, de voter la demande d'abrogation d'exploitation de manière anticipée par rapport à la Loi Transition Energétique.

L'annonce, hier, de la publication précipitée du décret, correspond tout simplement à l'application de la loi, indiquant que la fermeture était conditionnée à la mise en service de l'EPR de Flamanville et à l'atteinte d'une production suffisante. Un nouveau coup de communication de Royal pour tenir des promesses électorales et assurer son avenir !

Mais surtout, une victoire pour les salarié-e-s, les citoyens et les élus locaux. La lutte continue.

Bravo Camarades ! Bravo. Toutes ces luttes représentent la plus belle ouverture de congrès.

Notre congrès s'ouvre dans une période complètement inédite, dans un contexte international incertain. L'utilisation des armes chimiques, l'intervention américaine en Syrie, comme l'envoi d'un porte-avions aux portes de la Corée, suscitent effectivement beaucoup d'inquiétude.

En France, un contexte avec des échéances électorales, présidentielles et législatives, déterminantes pour l'avenir des Français, pour notre syndicalisme, pour l'avenir des salarié-e-s dans leur ensemble.

Cette campagne électorale aura été l'une des plus malsaines jamais connues. La démocratie est en danger !

Oui, la démocratie est en danger avec un état d'urgence permanent qui entraîne la restriction de droits fondamentaux. Amnesty International constate plus de 4 000 perquisitions à domicile ne débouchant que sur une quinzaine liées à des faits de terrorisme !

Oui la démocratie est en danger quand les libertés syndicales sont ciblées et l'action syndicale criminalisée.

Je pense à nos camarades arrêtés, condamnés, sanctionnés, parce qu'ils ont osé être aux côtés des salarié-e-s pour la défense du service public, de l'emploi et de la dignité humaine !

La justice est bien plus clémentine lorsqu'il s'agit d'hommes d'affaires ou d'élus !

Bien que cela n'appartienne pas qu'à nous, chacun-e a une grande responsabilité pour réhabiliter la parole politique du peuple.

Je suis confiante en notre capacité collective à affronter les difficultés, d'où qu'elles viennent, pour peu que nous ayons défini le cap à tenir.

Nous sommes en effet à un peu plus d'une semaine de cette Présidentielle, et notre corporation ne s'en laisse pas conter !

La CGT a indiqué qu'elle agirait pour mettre les questions sociales au cœur de la campagne électorale et porter les exigences des salariés-es, car cette campagne s'éloigne trop des attentes, des problèmes du quotidien, comme de la réalité du monde du travail. Même si les discours ont évolué passant du tout sécuritaire à un recentrage sur quelques questions sociales liées au travail comme le temps de travail et le pouvoir d'achat... ils sont encore bien loin de la vraie réalité du travail.

Nous ne pouvons que constater qu'aucun candidat ne porte une véritable politique énergétique basée sur un service public qui réponde aux besoins de la Nation.

Pire, nous assistons une nouvelle fois aux lobbyings des écologistes. Reviennent au-devant de la scène les fermetures de centrales nucléaires d'ici 2025 à 2050 et la taxe carbone sur les centrales thermiques au charbon.

Le tout en l'absence de vision stratégique à long terme sur le développement de l'industrie française et des services publics.

C'est pourquoi, la FNME-CGT a décidé de s'adresser aux candidats sur les questions énergétiques au travers une charte pour un service public de l'énergie du 21^{ème} siècle.

Les moyens existent : les 40 plus grandes entreprises viennent de dégager 75 milliards d'euros de bénéfices et ont versé près de 500 milliards en 10 ans à leurs actionnaires.

Les salarié-es exigent une autre répartition des richesses et sont prêt-e-s à se faire entendre.

Si nous pouvons nous satisfaire que certaines de nos propositions soient reprises par des candidats, nous alertons le monde du travail contre ceux, à l'extrême droite, dont le FN est le porte-drapeau, qui prônent la division des travailleurs-ses du fait de leur origine, leur statut ou leur situation sociale.

Nous alertons sur les discours d'imposture de la candidate du FN qui aurait appris par cœur le cahier revendicatif de la CGT et aurait un regain d'affection pour le secteur de l'énergie après avoir visité la Centrale de Saint Laurent et le barrage hydraulique de Vouglans (Jura) ou sa prise de position sur Fessenheim. Rappelons-nous sa haine vis-à-vis des électriciens et gaziers concernant leur Statut et les activités sociales.

Ne laissons pas berner les salarié-e-s et les citoyens, nous savons trop ce que cachent les discours électoralistes et les intentions populistes, racistes et xénophobes du Front national. Il nous entraînerait dans un repli dangereux, notamment au regard de l'Europe et du Monde. Attention à sa banalisation.

Au plan international, c'est l'ampleur et la nouveauté des questions posées, la rapidité des changements, leur dimension globale et mondiale qui marquent l'actualité. Dans notre environnement proche, la question dramatique des migrants et des réfugiés, les conséquences de l'élection de Trump, le vote des Britanniques pour la sortie de l'Union Européenne, les relents de guerre froide en Europe, sont lourds d'incertitudes.

Nous avons tous à l'esprit, chez nous, chez nos voisins, avec beaucoup d'émotions, l'horreur des attentats terroristes de Charlie Hebdo, de l'hyper Casher de Vincennes, de Paris, du Bataclan, de Nice, de Saint-Etienne du Rouvray, de Magnanville mais aussi Bruxelles, Londres, l'Allemagne, la Russie, l'Afrique, le Moyen-Orient et ces derniers jours à Stockholm et en Egypte.

Ces événements marquent les consciences. Ils percutent le débat national. La mondialisation se transforme avec l'affirmation de puissances nouvelles, de libération de capacités humaines. Dans un contexte de crise profonde, un monde nouveau est en train de se former, imprévisible et ouvert.

Pour le mesurer, il suffit d'évoquer les enjeux environnementaux ou les conséquences du numérique sur tous les aspects de la vie, le travail, l'emploi, la satisfaction des besoins. La centralité de la question énergétique dans les stratégies de pouvoir et de développement n'échappe à personne. Nous ne nous résignons pas à ce que 1,4 milliard d'êtres humains n'aient pas accès à l'électricité, 7 personnes sur 10 en Afrique.

La question est posée d'un nouveau progrès humain ou d'une régression de civilisation pour le plus grand profit de la domination des multinationales et de la finance. 62 personnes possèdent autant de richesse que 3,6 milliards d'habitants de la terre ! Et le fossé ne cesse de se creuser ! C'est le système lui-même qui est en cause. Ces questions-là traverseront nos débats.

Quand on en discute, ce qui domine souvent c'est le sentiment de chaos et d'impuissance.

Ce désarroi est amplifié par l'exacerbation de la guerre et des conflits armés aux portes de chez nous, particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique.

La Paix, la lutte pour la Paix redeviennent un enjeu majeur. Nous voyons avec lucidité les menaces qui pèsent. Oui il faut garantir la sécurité et la protection des populations. Mais l'expérience confirme qu'il n'y pas de solution militaire sans issue politique, et dans le cadre de l'ONU. Il faut rappeler que les déséquilibres de développement, les inégalités, demain les conséquences du changement climatique, sont facteurs de conflits.

Situation intolérable qui m'amène naturellement vers la question des réfugiés. Celle-ci prend une dimension insoutenable. Il n'est pas possible d'accepter que, par milliers, des femmes, des hommes et des enfants meurent et fassent de la Méditerranée un cimetière. Il n'est pas possible d'accepter que, les Etats européens ne puissent coordonner leurs efforts pour accueillir dignement ces milliers de familles chassées de leur pays par la guerre.

Alors qu'il y a tant à faire pour le social et le développement, il n'est pas possible d'accepter une augmentation des dépenses militaires comme y incitent Trump et l'Otan. Oui nous faisons de la paix, de la réduction des dépenses militaires et du désarmement, un des axes de notre engagement syndical.

Dans le même temps, nous sommes attentifs à ces mouvements qui se manifestent partout, pour la liberté et la démocratie, les droits des femmes, la justice sociale. L'élection de Trump ne nous fait pas oublier ce que représente l'émergence de Sanders, expression des luttes populaires, contre Wall Street, pour le salaire minimum, la défense du droit à la santé pour tous. Que Trump n'ait pu démanteler la réforme du système de santé d'Obama est un événement très encourageant, comme les actions contre sa politique migratoire. Il est remarquable que la dénonciation et la lutte contre les inégalités soient au cœur des mobilisations populaires. Plus personne ne peut ignorer la dénonciation du scandale de la fraude et des paradis fiscaux. Mettons à l'actif de nos luttes, des luttes citoyennes, la contestation du libre-échange sauvage et de ses dogmes, jusqu'à la mise en cause du TAFTA, les dénonciations du CETA.

Etre lucide c'est voir l'inacceptable et les menaces. C'est aussi être attentif à ce qui conteste l'ordre établi, à ce qui s'exprime d'exigence de justice et d'égalité, d'une vie digne. La crise, ce n'est pas seulement la crise financière. C'est aussi en Europe la révolte contre l'austérité et les inégalités, pour la défense des droits, pour la protection sociale pour tous, pour les salaires, contre la mise en concurrence des salarié-e-s par le dumping social. Notre conviction que rien n'est écrit et que tout est affaire de rapports de forces, de volonté, de confiance et de rassemblement des forces.

Nous nous y attelons avec d'autant plus de résolution que nous sentons monter, autour de nous, voire parmi nous, le risque de la tentation de repli sur soi qui pénètre le monde du travail, nos collègues, parfois des

syndiqués, et voire des discours militants. Ces idées ne s'expriment pas seulement dans le vote Le Pen, mais tel un poison se distille parfois dans notre quotidien.

Nous avons, bien au contraire, à ouvrir grandes les fenêtres de la CGT, sans craindre le vent du grand large, voire les courants d'air, tant que nous sommes fermes sur nos valeurs de solidarité, de fraternité, nos exigences sociales, notre sens du commun.

Peut-être d'ailleurs, à être encore plus exigeant, sur la mise en pratique de ces valeurs, y compris entre nous dans la CGT. Je pense à la fraternité et à la tolérance. Ce ne sont pas là des formules creuses mais des valeurs essentielles du mouvement ouvrier qui peuvent, si nous n'y prenons garde, se trouver malmenées en période de crise.

C'est avec cette boussole que nous avons à analyser ce que nous avons fait depuis le dernier congrès, en lien avec les orientations et les 8 résolutions arrêtées. Rectifier, impulser, inciter, accentuer ce qui a été engagé et mis en œuvre ou pas.

Cher-e-s Camarades, nous sommes mobilisé-e-s aux côtés des salariés-es et retraité-e-s depuis mai 2015 sur les salaires et pensions, l'emploi et la lutte contre la casse de nos entreprises, sur l'avenir et le financement des activités sociales de quelques 660 000 bénéficiaires, avec un engagement naturel dans le combat contre la loi travail car structurante sur ces mêmes questions.

Une mobilisation historique contre la loi travail à plusieurs titres : sa durée, sa dimension intersyndicale, le rejet par une large majorité de salariés de la nocivité de cette loi.

Notre secteur vit des bouleversements conséquents qui s'accroissent et mettent en cause le service public et accentuent la libéralisation.

Cela se traduit par :

- davantage de concurrence, de suppressions d'emplois, d'attaques contre les garanties collectives ;
- l'annonce scandaleuse de 0% d'augmentation du Salaire National de Base dans la branche des IEG ;
- le gel des pensions ;
- la remise en cause de différents éléments du pouvoir d'achat ;
- la remise en cause du régime spécial des mineurs et notamment, la gratuité d'accès aux soins ;
- les remises en cause sur ce qui est afférent à l'organisation et au temps de travail.

Nous devons prendre le temps de mesurer, apprécier les mobilisations en cours. Où en sommes-nous ? Qu'avons-nous engrangé avec les salarié-e-s ? Que faut-il continuer à aller chercher et comment ? Quels points d'appui ?

Quelques éléments.

Nous avons construit et réfléchi une stratégie avec :

- Un contenu revendicatif défini et nos 3 axes. Nous n'avons pas dévié au contraire, et souvent réalisé un lien avec les cahiers revendicatifs locaux du quotidien de travail des salariés.
- Une démarche unitaire chaque fois que possible, en toute lucidité, sans lâcher ni dévier de nos objectifs, même si des comportements des autres organisations ont pu tendre les rapports.
- Un rythme régulier de mobilisations.
- Une meilleure coordination du mouvement tant régionale que fédérale et une communication plus réactive et régulière.

- Une très grande diversité de modalités d'actions, originales, inventives et innovantes, en grève ou non, pour toutes les catégories de salarié-e-s. Et non enfermée dans « nos murs ».
- Un fort engagement de la jeunesse.
- Des taux de grévistes importants. A noter un élément extrêmement intéressant, de forts taux d'absentéisme lors des journées d'actions, particulièrement chez les cadres. Même si ces populations ont encore du mal à franchir le cap de la grève, elles expriment, à leur façon, leurs désaccords sur les politiques menées dans les entreprises et leur soutien aux appels de la CGT et de l'intersyndicale lorsque c'est le cas.

N'est-ce pas un encouragement à aller les rencontrer et leur proposer de rejoindre la CGT ?

- Des acquis sur les cahiers revendicatifs locaux, sur des éléments de rémunération.

Analyser où nous en sommes, pour mieux poursuivre. Lors de tout mouvement durable, des difficultés apparaissent : des actions et interventions sur l'outil de travail qui parfois ne sont que militantes, l'essoufflement, l'impact de la grève sur le porte-monnaie, le poids dans l'esprit des salarié-e-s des annonces des directions même si les revendications ne sont pas totalement obtenues, les difficultés à articuler continuité, reconduction et amplification, une couverture médiatique plus locale que nationale.

J'insiste, toutes ces mobilisations, inscrites dans la durée ont permis des avancées pour les salarié-e-s : des primes, des niveaux de rémunération, des emplois, le maintien de sites, des projets industriels, des moyens pour le service public.

A l'exemple de l'agence d'Aubusson, de la boutique EDF de Montluçon, à Chalon sur Saône, à la Régie Gaz de Bordeaux, où des avancées sont obtenues sur le cahier revendicatif local.

A EDF et ENEDIS, des mesures de rémunérations, et/ou des embauches supplémentaires.

A AREVA NC Malvési à Narbonne, certains syndicats avaient signé un accord. Les salarié-e-s en grève l'ont refusé et ont poursuivi le mouvement de grève avec la CGT pour conserver leurs conditions de rémunérations, pendant la période de chômage technique. Ils ont obtenu gain de cause, l'emploi est maintenu jusqu'à la fin de la période de transition, des mesures seront prises pour les sous-traitants.

A Cordemais, la direction a entendu et répondu à la très grande majorité des revendications du personnel, notamment en termes d'emploi, de conditions de travail, de promesses d'embauche pour les apprentis et a aussi accepté de travailler sur le projet industriel porté par les salarié-e-s-es du bassin d'emplois !

Par ailleurs, les salariés du CEA dénoncent avec vigueur et courage le manque de moyens. Comment concevoir une politique de relance industrielle si l'on n'y associe pas la recherche ?

Et nos mineurs qui, depuis 1948, luttent avec une ténacité à toute épreuve ! Ils se battent pour que leurs camarades, injustement licenciés, pour avoir défendu leurs droits et l'avenir du pays, retrouvent leurs droits. Ils ont gagné des avancées incontestables mais tout n'est pas réglé. Ils restent déterminés mais ont conscience, dans ce contexte, de la portée de ce qu'ils ont obtenu.

Je soulignerai encore, avec beaucoup de saveur, le résultat du référendum à RTE : un camouflet pour la loi travail et la direction de RTE.

Pour contourner l'opposition de la CGT majoritaire à plus de 58 % au sein de l'établissement, la CFDT et la CFE-CGC, encouragées par la direction, ont demandé un référendum, en application de la Loi Travail. Avec plus de 76 % de participation, près de 71 % de votants se sont exprimés contre le projet d'accord, et signifié leur refus de voir leurs horaires flexibilisés. Le vote des salarié-e-s non concerné-e-s par l'accord a fait courir un risque d'instrumentalisation et de division au sein du personnel. Ils ne sont pas rentrés dans ce jeu-là.

La mise en œuvre de ce référendum à RTE a permis de confirmer toute la nocivité de la Loi Travail et validé la pertinence des mobilisations du printemps 2016, démontrant que les salarié-e-s continuaient de la rejeter.

Le référendum de la loi Travail n'est en fait qu'un moyen supplémentaire donné aux employeurs pour imposer des accords au rabais.

A l'appui du résultat à RTE, la CGT invite les salarié-e-s à s'unir dans les entreprises pour refuser les reculs sociaux, l'application de la loi travail, et continuera à la contester devant toutes les juridictions.

Oui, voilà des premiers acquis arrachés et imposés par le rapport de force avec la CGT.

Ces mobilisations ont fait bouger les lignes et pas des moindres !

Si les primes gagnées ne répondent pas à la revendication de hausse du salaire national de base, elles mettent un peu de beurre dans les épinards, et elles portent un coup à la logique « du coût du travail », de l'austérité, de la compétitivité des entreprises.

Cette façon du patronat de lâcher du lest est constante. Il ne cède sur une hausse des salaires que face à un rapport conséquent. Il cède sur des primes parce qu'il y est contraint et pour éviter souvent une généralisation du conflit qui le conduirait à des concessions plus importantes. Il manœuvre. Il divise pour maintenir ses privilèges et puisse verser toujours plus de dividendes à ses actionnaires.

C'est ainsi que la spécificité de l'organisme CCAS a toujours été l'objet d'incessantes attaques. Tant sur l'originalité de son financement, sa gestion par les salariés que le périmètre de ses bénéficiaires, les actifs comme les retraités. Ces dernières années, c'est le procès, la montagne d'accusations accouchant d'une souris, la cour des comptes, la brigade financière, une gestion ouvrière attaquée. Et plus récemment, la remise en cause de son financement.

Apprécions ce qui vient d'être obtenu alors que les Comités d'Entreprise sont visés dans leur existence même.

Bien que d'un montant insuffisant, actifs comme retraités ont gagné leur « dividende social » pour reprendre l'expression de notre nouveau Président de la CCAS.

Que l'on apprécie bien ce que cela représente dans ce contexte anxiogène où les employeurs brandissent leurs charges !

J'aimerais citer une à une toutes ces actions qui n'ont pas l'honneur des journaux télévisés, saluer un-e à un-e les militant-e-s qui œuvrent et œuvrent toujours, chaque jour, sans compter leur temps.

Saluer leur engagement dans cette bataille, leur courage, leur dévouement.

Les salarié-e-s déterminé-e-s résistent, relèvent la tête. Tous les secteurs de l'énergie sont en effervescence ! Dans l'unité souvent, ils s'opposent aux projets de leurs employeurs ou de leurs Directions. Ils appliquent le slogan que l'union fait la force. Ils font valoir leurs revendications légitimes. Ils défendent becs et ongles leurs entreprises en termes d'organisation comme en termes de gestion.

Fort de ce qui est gagné, il nous faut aller chercher ce qui manque car le compte n'y est pas !

Poursuivre et amplifier dans la durée l'élargissement et le ciblage des décideurs, voici des questions que nous débattons cette semaine, notamment avec notre résolution d'actualité, en ciblant la perspective d'un grand 1^{er} mai syndical revendicatif et de justice sociale.

Soyons conscients que chaque revendication gagnée est un pas en avant contre la politique patronale, contre le coût du capital ! Cela donne confiance pour aller plus loin, pour rassembler encore plus les femmes et les hommes, les jeunes, les ouvriers, les employés, les ingénieurs, les cadres, les chercheurs, les mineurs, les retraité-e-s. C'est de cela dont il est question.

C'est cela notre principal but face à une organisation de la société basée sur la division, l'opposition entre les salarié-e-s, les Français et les immigrés, le communautarisme... Les obstacles sont nombreux pour nous détourner des vrais sujets.

La voie que nous choisissons est plus difficile, elle tourne le dos aux idées dominantes pour qui chaque individu aurait un intérêt différent, qu'il faut gagner sa place dans la société, faisant fi des droits collectifs, des garanties collectives.

Non, Camarades, l'histoire n'est pas écrite d'avance. Les valeurs humaines, d'égalité, de fraternité, de solidarité, de tolérance, que défend la CGT sont inscrites dans le marbre des luttes du monde du travail. Nous avons cette responsabilité de les faire perdurer car elles mettent au centre de la société : l'être humain.

La CGT porte des propositions alternatives économiques et sociales en adéquation avec les exigences, les possibilités de notre époque et les aspirations des travailleurs-ses, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi. Elle porte au cœur de sa démarche, la question du travail.

Au travers toutes ces luttes menées, nous avons une occasion unique de pousser nos débats. Il s'agit pour nous de leur donner de la chair et de conforter la théorie à la pratique, à partir des atouts et difficultés que nous avons déjà pu identifier.

Ce moment est indispensable pour appréhender les suites de notre processus revendicatif, qui va s'ouvrir sur d'autres perspectives, au lendemain des échéances électorales des présidentielles et des législatives, en particulier, sur les questions énergétiques.

L'ouverture à la concurrence, la Loi sur la Transition Energétique ont généré beaucoup de confusions auprès du public. Les prix, contrairement à ce qui avait été annoncé, ont flambé. Aujourd'hui, la précarité énergétique en France touche près de 11 millions de ménages.

La vague de froid a montré la fragilité de la production. Concernant le nucléaire, aucun candidat ne place la perspective d'une politique énergétique capable d'assurer les besoins tant des ménages que des entreprises.

A l'heure où l'Etat, les financiers continuent d'organiser le dépeçage du monde énergétique, aucun des candidats à la présidentielle ne semble s'y opposer alors qu'il faut bien comprendre qu'aucune énergie ne tire son épingle du jeu, aucune filière, aucun salarié, aucun usager !

La libéralisation du marché de l'énergie est un désastre pour les salarié-e-s de ce secteur, en Europe et pour la collectivité. L'énergie n'est pas une marchandise mais un besoin vital pour une vie humaine digne.

Au regard de ces attaques incessantes et diverses, c'est l'ensemble du modèle énergétique français qui est en cause.

Le besoin d'un Pôle Public de l'Energie est de plus en plus d'actualité. Relancer des véritables coopérations pour l'industrie et la recherche.

Gagner un secteur public de l'énergie, au service de la Nation, des populations et de son économie, c'est un défi stratégique.

Il est nécessaire d'opter pour un nouveau type de nationalisation qui allie la maîtrise publique et des critères de gestion assis sur la réponse aux besoins pour tous les acteurs industriels du secteur publics comme privés. Ceci dans une même dynamique et de manière efficace pour mettre en œuvre une politique énergétique visant le progrès social et répondant aux grands défis écologiques posés en ce début du 3^{ème} millénaire.

Ceci ne pouvant pas se concevoir sans mettre les salarié-e-s au centre de la démarche, en leur accordant des nouveaux droits sociaux et démocratiques d'intervention dans la gestion, ainsi qu'aux usagers et aux élu-e-s.

Ce Pôle Public pourrait favoriser, au plan européen, un processus de véritables coopérations industrielles et d'harmonisation sociale.

Le travail c'est aussi les activités sociales.

Quand on parle activités sociales, on parle vacances, culture, loisirs, sports, santé. En fait des questions, sinon les questions essentielles, de la vie de chacun-e et de ses proches dont la réponse est apportée de façon différente suivant nos différentes branches.

Les mobilisations de la dernière période, dans les industries électriques et gazières, dans les limites du rapport de force que la CGT a pu déployer seule, ont permis le recul essentiel des employeurs sur le modèle de gestion, sous la seule responsabilité des fédérations syndicales. Nous avons réussi à maintenir un financement basé sur les richesses créées, c'est un formidable point d'appui pour tous les CE, même si les ressources restent insuffisantes.

Dans la branche IEG où le personnel actif et retraité donne, jusqu'à maintenant, la majorité absolue à la CGT, et confie ainsi, fait unique, à ses administrateurs la responsabilité de la gestion dans un contexte pluraliste, celle-ci se voit du coup face à des défis particuliers que nous aurons à renouveler lors des élections de novembre prochain.

Le défi permanent de nos camarades mandaté-e-s, « de répondre collectivement aux besoins individuels » génère un type de syndicalisme original, attentif aux attentes de tous et de chacun.

Cette responsabilité en matière de définition de la ligne politique nous a mis en possibilité de faire décider l'accueil de réfugiés dans nos institutions.

Décision parfois décriée, incomprise, jugée mais également saluée et approuvée parce qu'à la CGT on ne transige pas sur les valeurs de solidarité et de fraternité ! Et ni les armes, ni les incendies, ni les menaces ne nous empêcheront de les faire vivre !

Cela doit nous encourager à poursuivre dans cette voie de la solidarité active, de lutte, car c'est une lutte, dans la France d'aujourd'hui, de proclamer ces valeurs.

Nous pourrions ainsi passer à un nouveau degré de l'offensive, avec celles et ceux qui contribuent à la création, par leur travail, du 1 %, quitte à prendre des initiatives particulières, notamment pour les fêtes de Noël, avec les plus précaires, leur famille, même éloignée.

Nous avons obligation de donner des raisons d'espérer, de penser à l'avenir, d'établir le langage de l'humanité, d'organiser le lien des êtres humains entre eux conforter les valeurs qui font société, le penser ensemble, le vivre ensemble.

Nous n'avons pas choisi la société dans laquelle nous vivons et luttons. Des générations ont gagné, défendu, consolidé ce que nous avons entre les mains. Faisons-en un instrument d'émancipation de chacun et de tous. Et œuvrons pour l'élargir à toute notre fédération et tous les salariés du secteur de l'énergie.

Cette question de la gestion des activités sociales nous entraîne vers notre syndicalisme.

Force est néanmoins de constater nos difficultés, même si des progrès sont notables, à nous tourner vers l'ensemble les salarié-e-s du secteur, dans la diversité de leur situation, statuts, vers celles et ceux qui ne bénéficient que du droit commun.

La tentation à trop rester sur nous-mêmes, peut nous conduire à un entre soi stérile. Se replier sur nous-mêmes, sur le pré carré des plus motivés pour la lutte, nous éloigne de la réalité de la diversité de nos collègues.

C'est ainsi qu'est posé le problème de l'état de nos forces actuelles, tant en quantité qu'en diversité, qu'en qualité de la vie militante.

Il n'est pas envisageable de continuer de voir baisser notre nombre de syndiqués, y compris chez les plus anciens, retraités ou non. Et notre influence baisse.

Sous peine d'être assimilés « aux politiques qui parlent bien mais qui ne font pas évoluer la situation », notre relation avec les salarié-e-s et les syndiqué-e-s ne peut plus se contenter d'incantations, de slogans, de descriptions catastrophiques, mais se traduire par des initiatives et des démarches concrètes, systématiques, minutieuses.

Lorsqu'un travail de fond, dans la durée, est engagé auprès des salarié-e-s de toutes catégories, les résultats sont là.

Je prendrais par exemple les résultats des dernières élections de représentativité dans les industries électriques et gazières. Si l'on enregistre un recul pour la 3^{ème} élection consécutive, il y a une évolution positive de la place que regagne la CGT, au regard de la disparité et des contrastes importants dans les résultats. Des progressions, par endroits, dans toutes les entreprises, toutes les catégories de salarié-e-s et des baisses, à d'autres endroits, qu'il y ait ou non des luttes en cours. Si l'analyse précise est indispensable, la capacité que vous avez eue, dans les syndicats, à mener une activité au plus près des salariés, adaptée à la nature du salariat auquel vous vous adressez, à l'écoute de leurs revendications et de leur choix d'action, paye ; comme faire le choix d'un syndicalisme de proximité, réaffirmé de congrès en congrès pour placer la vie syndicale et le déploiement au centre de notre activité.

La CGT n'est pas condamnée à s'affaiblir, elle peut paraître attractive pour tous les salariés, y compris les ICT, apparaître ou réapparaître utile, efficace et ouverte à tous.

Le 31 mars sont tombés les résultats de la représentativité nationale dans le privé. La CFDT devient 1^{ère} organisation syndicale. Ce sont 500 000 salariés qui n'ont pas eu la possibilité d'utiliser un bulletin de vote CGT parce que la CGT est absente dans l'entreprise ou dans les 2^{ème} et 3^{ème} collèges.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes et nous savons ce qu'il nous reste à faire pour redresser la barre. C'est de notre responsabilité et nous avons les clés dans la CGT !

Les salarié-e-s connaissent la réalité du travail, de leur vie. Bien sûr, pour les rassembler, nous avons à les informer des enjeux, au-delà de leur propre perception des choses. Mais ce qu'ils attendent de nous, c'est des initiatives, des propositions, pour « faire quelque chose pour que ça aille mieux ».

Pour ce faire, il nous faut une organisation syndicale en état de marche, en état de combattre, en état de gagner. Une organisation composée d'auteurs, acteurs, décideurs et non de « supporters » plus ou moins fidèles.

Une organisation CGT plus influente dans notre secteur, celui de l'énergie mais aussi parmi tous les salarié-e-s.

L'expérience de ces 3 dernières années a montré les capacités de la CGT à mobiliser les travailleurs-ses, mais aussi les limites pour élargir et ancrer durablement le rapport de force et engranger des victoires.

C'est en cela que la question de la présence active et organisée de la CGT, plus largement où nous le sommes, est posée comme un enjeu décisif si nous voulons réellement être en capacité de peser positivement sur le réel.

La CGT de nos secteurs a de cet aspect une double responsabilité qu'elle se doit d'assumer sérieusement :

1. Bien qu'affaiblié en nombre d'adhérents et en moyens syndicaux, nous disposons d'un taux global de syndicalisation et de droits syndicaux bien supérieur à de nombreux secteurs et entreprises. Il nous faut donc partir de cet état de fait comme une force à réveiller pour nous déployer dans les déserts syndicaux au sein de nos professions.
2. Mettre cette force au service du déploiement de toute la CGT en nous impliquant vraiment dans les collectifs interprofessionnels de déploiement au sein des UL et des UD.

Être fort partout autour de nous c'est bien la seule façon de rester fort chez soi durablement.

Le besoin de proximité, nous en parlons, nous l'évoquons régulièrement, mais pour autant, les salarié-e-s reprochent aux organisations syndicales leur éloignement. Et quand ils-elles parlent éloignement c'est à la fois en termes physique que dans les rapports personnels. Certes, l'éclatement des entreprises, les difficultés imposées par les employeurs entravent notre fonctionnement, mais parfois, voire trop souvent, nous nous laissons aller à donner priorité à l'agenda des employeurs plutôt qu'à celui qu'attendent de nous nos mandants, nos collègues. Qui doit l'emporter ?

Certes la messagerie électronique nous rassure. La transmission d'informations est ultrarapide. Néanmoins, elle remplace bien trop souvent la rencontre essentielle dans ce qu'est une organisation, oh combien humaine, comme la CGT.

Récemment, lors d'une rencontre des responsables à la communication des organisations de la CGT, nous pointions le formidable réseau social que représentent nos syndiqué-e-s.

Un atout à mieux utiliser. Nos entreprises changent, se transforment, donc également leur salariat. Mais pour autant, est-ce que nos pratiques suivent le cours de ces transformations. Nous parlons déploiement mais dans le concret, quel plan de travail simple, quels résultats ?

Ne risquons-nous pas de nous trouver orientés, contre notre gré, vers un fonctionnement institutionnel, un fonctionnement sur dossier, au lieu d'aller discuter avec les salarié-e-s ? Et nos syndiqué-e-s, quel privilège leur accorde-t-on dans l'activité syndicale ?

Prenons l'exemple des délégués du personnel. Leur création date du Front Populaire. Benoît Frachon, Secrétaire Général de la CGT, indiquait qu'il ne s'agissait pas d'un cadeau des patrons mais qu'« *Il a fallu des années de lutte des syndicats pour l'imposer...* ».

Concernant leur rôle, il indiquait : « Vos camarades vous ont choisis, parce qu'ils ont estimé que vous étiez les plus aptes à assurer leur défense, les plus honnêtes, les plus droits, les plus courageux. Il faut mériter cette confiance. »

Il ajoutait : « Restez étroitement liés à vos camarades, ceux qui vous ont élus...Ce sera là votre force principale. »

Nos écrits nous invitent à réfléchir à ces pensées, ce que nous appelons notre rapport aux salarié-e-s.

Notre syndicalisme montre ses limites dans nos objectifs de déploiement et ne permet pas d'avoir une CGT présente dans toutes les catégories de salarié-e-s, notamment vers les ingénieurs, les cadres, les employé-e-s du tertiaire et les populations féminines et jeunes.

Concernant les ICT, une catégorie massivement présente dans nos entreprises, lors du dernier congrès, nous soulignons l'exigence de mieux développer notre syndicalisme auprès d'eux, avec notre outil qu'est l'UFICT.

Il est temps d'avancer réellement. Laisser la parole aux ingénieurs, cadres et techniciens, c'est passer beaucoup de temps à les écouter, plus encore que chez les ouvriers et employés. Chaque fois qu'on leur parle de leur travail, qu'on leur demande de le raconter, surgit un flot de revendications, qui toutes, ont à voir avec cette contradiction entre leur volonté de bien travailler et l'obsession de rentabilité de la direction.

En vérité, je pense que nous n'avons pas trop le choix.

Où nous réussissons avec notre UFICT à nous implanter solidement dans ces catégories croissantes de personnel, où nous nous replions progressivement avec les conséquences qui en découlent. Il s'agit donc d'une priorité et quand nous avons un point d'appui, un militant ingénieur, cadre, technicien, c'est dans son propre milieu qu'il doit s'investir.

Les raisons qui ont conduit nos camarades, en plein Front Populaire, à organiser spécifiquement les cadres existent d'autant plus aujourd'hui.

On ne s'adresse pas aux ICT parce qu'il n'y a plus ou peu d'ouvriers, mais parce qu'ils font partie intégrante du monde du travail, que l'on veut et que l'on a besoin d'être la CGT de tous les salarié-e-s.

Au plan du déploiement, nous sommes en difficulté sur la continuité syndicale et la syndicalisation chez les retraité-e-s. En faisons-nous une activité prioritaire ?

Comment faire pour que chaque syndiqué-e retraité-e soit acteur de la bataille idéologique et du mouvement revendicatif ?

Chacun ne rencontre pas les mêmes soucis, il n'en reste pas moins que les questions de pensions, d'indépendance, d'autonomie, d'isolement, les concernent tous et permet de rassembler.

Nous avons à travailler la spécificité de leurs revendications, y compris celles liées à leurs entreprises, et aussi à travailler la convergence avec l'ensemble des retraitables et retraités.

Si notre activité ne permet pas de les toucher tous, nous avons à travailler entre les syndicats territoriaux, les structures interprofessionnelles, les filières métier/entreprises pour parvenir à aller à leur rencontre, et les syndiquer sur leur lieu de vie.

Dans la vie de l'organisation, le dernier congrès de la CGT a décidé du changement du taux de cotisation et de leur représentativité dans les instances.

Chaque syndiqué-e disposant des mêmes droits, nos camarades syndiqué-e-s retraité-e-s doivent pouvoir participer aux décisions sur ce qui les concernent, et non sur ce qui relève de la vie syndicale dans l'entreprise. Le respect de ce principe de bon sens évitera bien des tensions inutiles dans le fonctionnement quotidien du syndicat.

De congrès en congrès, d'année en année, de 8 mars en 8 mars, le constat reste figé sur la situation des femmes au travail, sur les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

Reste-t-il un seul argument que la CGT n'ait pas déployé sur cette question ?

Les candidats à la présidentielle annoncent vouloir leur donner plus de place dans l'entreprise, dans la société, mais ce ne sont pas de paroles dont elles ont besoin, ce sont des actes.

Y compris dans la CGT, où il nous faut dépasser les intentions et passer aux actes, sans comme trop souvent trouver toutes les bonnes excuses.

Si ponctuellement nous abordons cette question dans nos syndicats, comment la poursuit-on ? Comment cette inégalité ancestrale, instrumentalisée par les patrons pour sous payer, sous classer une partie des salariés, est-elle prise à bras le corps ?

Quoi que l'on décide, il apparait majeur, au regard de ce qu'est notre syndicalisme d'aujourd'hui, de prendre des dispositions en termes de collectifs de direction du syndicat, de plan de travail syndical spécifique.

Là encore, dépassons la surface des choses, poussons la réflexion sur les causes du non-investissement de camarades sur ce qui relève de l'égalité. Si nous acceptons l'inégalité entre les salarié-e-s pour quelque prétexte soit-il, et les patrons n'en manquent pas, comment parler de fraternité ?

Fraternité, aussi un enjeu pour l'accueil des jeunes.

Comme beaucoup de jeunes arrivés dans les responsabilités, à plus forte raison les jeunes femmes, ou les moins jeunes, peuvent parfois se sentir seules.

Si l'âge n'est pas une qualité en soi, la jeunesse porte en elle des qualités d'enthousiasmes et d'initiatives qui n'attendent qu'à être développées.

Le syndicalisme est trop sérieux pour le laisser à ceux qui veulent absolument s'en occuper pour les autres. C'est à tous les syndiqué-e-s, réuni-e-s autour de leurs revendications, leurs propositions, leurs projets, de réinventer sur le socle de nos valeurs communes sans craindre le débat d'idées.

Construire le rapport de force dépend de nos forces organisées et de leur mise en œuvre. Mais prenons-nous à bras le corps cette question ?

S'il est indispensable de posséder plus de syndiqué-e-s, plus d'influence pour le rapport de force, notre façon de travailler reste encore trop ancrée sur une culture syndicale renfermée sur nous-mêmes, et sur une base légitime des garanties statutaires, alors que le salariat du secteur, avec la libéralisation, s'élargit à de plus en plus de salarié-e-s dont les garanties sont assises sur le droit commun.

L'activité syndicale basée sur des pratiques de relations sociales partagées laisse place à des rapports avec les employeurs beaucoup plus conflictuels. Nous avons de plus en plus à faire à des employeurs qui répondent à des critères de gestion privée, basés sur des priorités financières de rentabilité, dans la droite ligne du MEDEF.

Face à cela, nous devons ouvrir notre fonctionnement, beaucoup plus sur le secteur énergie atomique autour du nucléaire, envers les mineurs avec le code minier et sur la protection sociale, également envers les prestataires pour des garanties collectives de haut niveau, sans délaisser les Industries Electriques et gazières, bien entendu.

La fédération continuera d'accueillir les camarades de la sous-traitance dans ses syndicats et œuvrera dans toute la CGT pour qu'ils trouvent toute leur place.

Avoir une organisation dynamique, en capacité de peser et d'imposer l'expression des revendications des salariés, nous oblige à ce que les syndiqués soient maîtres de leur organisation.

En effet, comment prendre des décisions et qu'elles soient suivies, si la participation est faible ? Dans nos instances statutaires, les camarades présents représentent-ils réellement la voie de celles et ceux qu'ils représentent ? Des débats préalables avec les syndiqué-e-s, ou dans les instances locales, ont-ils eu lieu pour les mandater ?

Comment nous servons-nous de l'information et de la formation syndicale ?

C'est un véritable enjeu dans la bataille des idées.

Pour être fort, il faut aussi être uni ! La question de l'unité syndicale se pose avec acuité.

On l'a constaté avec la mise en demeure de Bruxelles sur l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques. Cette unité syndicale a aidé aux mobilisations internes des salariés et entraîné sa suspension.

Comme quoi, le syndicalisme dans une démarche unitaire, est en capacité d'entraver les décisions à tous niveaux. L'unité c'est un moyen pour les salariés pour gagner sur leurs revendications.

Lors de notre précédent congrès, nous avons également soulevé notre démarche syndicale en territoire. Un plan de travail avait été décidé avec une visite des syndicats pour repenser notre qualité de vie syndicale.

Si l'activité syndicale en territoire apparaît incontournable, les syndicats expriment le besoin de structurer les métiers, avec la cohérence et un message unique envers les salarié-e-s.

Le besoin d'écoute des syndicats est nécessaire, sur le fond, il repose sur la nécessité d'un syndicalisme de proximité. La généralisation des sections syndicales dans les entreprises n'est-elle pas la solution ?

Le territoire reste le lieu où se construisent les convergences revendicatives, au sein de notre secteur, comme de l'interprofessionnel. C'est l'endroit où la bataille pour un Pôle Public de l'Energie prend toute sa dimension, comme celui pour un statut social de haut niveau pour les salarié-e-s.

C'est là où le déploiement sur les lieux de travail, où la CGT est faible ou absente, est le plus crédible. C'est aussi à ce niveau que nous pouvons participer à la vie de la CGT, à son développement sur le plan interprofessionnel, au développement d'un syndicalisme CGT pleinement fédéré et confédéré.

Les syndicats doivent s'interroger sur leurs organisations et leurs évolutions. Quels bilan tirent-ils de la mise en œuvre de la territorialité ? Quelles améliorations pour gagner en efficacité et permettre d'être plus présents auprès des salarié-e-s, des retraité-e-s ?

Le syndicat territorial doit maintenir la cohérence entre l'ensemble des salarié-e-s de l'énergie sur un périmètre donné.

Cher-e-s camarades, je souhaiterais terminer sur quelques impressions personnelles.

Notre syndicalisme CGT peut trouver rapidement, dans nos entreprises comme ailleurs, une place plus grande que celle qu'il a aujourd'hui.

D'autres pas en avant, plus riches, plus souples et déterminés, peuvent être accomplis, pour aider notre syndicalisme à s'épanouir dans des formes nouvelles. C'est indispensable.

Etre audacieux, retrousser nos idées et nos manches, agir et ne pas attendre. Le monde d'aujourd'hui est coincé entre ce qui ne sera plus et ce qui peut naître.

Cher-e-s Camarades, notre syndicalisme est plein de possibilités non réalisées, nous sommes ici pour en tracer les chemins et devenir incontournables.

Durant une semaine, vous aurez la possibilité de livrer vos réflexions, vos avis. Vous aurez à prendre des décisions qui vont engager la Fédération. Avec l'objectif d'une CGT rassemblée, unie, forte et combative pour être la CGT de toutes et tous. Nous voulons que les choses changent, tant au plan de la situation économique du pays, que de notre fonctionnement.

Pour terminer, quelques mots personnels. Nous allons être ensemble toute la semaine. Vous le savez, je quitte mon mandat de Secrétaire Générale.

Je voudrais, avec une certaine émotion, vous remercier, toutes et tous, de tous ces merveilleux moments de rencontres, d'échanges, de partage, de fraternité et de solidarité, que nous avons connus ensemble à différentes périodes.

Joies, bonheurs, luttes, combats, parfois aussi douleurs, tensions, conflits. Ce que j'en retiens, et qui prend le dessus sur tout cela, ce sont les valeurs humaines.

La CGT est une immense école de la vie qui nous fait nous dépasser nous-mêmes. C'est une page de mon parcours militant personnel qui se tourne pour aller vers d'autres horizons.

Grand merci encore à toutes et tous. Bon débat et vive la CGT !